



Information de presse ★ Press information ★ Presseinformation

PI-01.07.2005-fr

**POUR LA CESI, LA PRÉSIDENTE BRITANNIQUE DOIT TRADUIRE
SES PAROLES EN ACTES**

Compte tenu de la crise que traverse actuellement l'UE, la CESI fonde de grands espoirs dans la Présidence britannique. A cet égard, le **Secrétaire général de la CESI, Helmut Müllers**, a souligné que « le Premier ministre britannique, Tony Blair, s'était présenté devant le Parlement européen comme un Européen passionné et qu'il avait déclaré qu'il croyait en une **Europe** avec une **forte dimension sociale**. Nous saluons expressément ces déclarations et espérons que ces paroles seront traduites en actions concrètes au cours des six prochains mois. Eu égard à la **mondialisation** et aux préoccupations liées à la **sécurité de l'emploi**, les travailleurs attendent de l'Europe qu'elle émette des signaux clairs quant à sa politique sociale ».

C'est pourquoi la CESI appelle le Premier ministre britannique à endosser un véritable **rôle de leader** et de médiateur entre les Etats membres afin de réaliser des progrès en matière de politique sociale. Ceci impliquera également de renoncer à l'opposition britannique concernant des thèmes essentiels aux yeux des syndicats. L'exemple le plus évident concerne la **directive sur le temps de travail** et plus particulièrement le principe de « l'opt-out ». « Sur cette question, le gouvernement britannique devrait enfin sauter le pas et chercher le compromis avec les autres Etats membres. Nous comptons également des changements en ce qui concerne la **directive sur les services dans le marché intérieur**. Il convient de prendre au sérieux la crainte, largement répandue, du **dumping social** », a ajouté M. Müllers.

Pour le **Président de la CESI, M. Valerio Salvatore**, « les **référendums** français et néerlandais ont clairement montré que la politique européenne s'était fortement éloignée des citoyens. C'est pourquoi, nous souhaitons que la Présidence britannique applique une politique axée sur le citoyen et qu'elle restaure la **confiance qu'ils avaient en l'Europe** et ses institutions. »

La CESI est cependant d'avis que cette crise a également un côté positif; elle pousse en effet toutes les parties concernées à s'interroger **de manière critique** sur les **politiques et les positions** de ces dernières années. « Au Parlement européen, M. Blair a évoqué la **modernisation**, dont l'objectif consiste à améliorer la vie des citoyens. Les syndicats indépendants ne s'opposent pas à de tels changements. C'est avec plaisir que nous acceptons la proposition de M. Blair de mener un débat ouvert sur l'avenir de l'Europe. Les priorités financières de l'UE font également partie intégrante de ce débat. Nous appuyons expressément la Présidence du Conseil dans sa volonté d'accorder davantage d'importance à la recherche. Les **investissements dans la recherche** peuvent contribuer à créer de nouveaux emplois absolument nécessaires », a mis en exergue M. Salvatore.

Questions et contact: Jürgen Noack, Tél.: +32(0)2 282 18 76, Email: noack@cesi.org

DOC/CESI-213/2005